

# LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

## Vaccination Covid-19 : le gouvernement donne un coup d'accélérateur

**LA** campagne de vaccination au sein des administrations publiques et parapubliques lancée hier, devrait durer jusqu'au 15 octobre prochain. L'objectif est d'accroître la couverture vaccinale pour atteindre les objectifs assignés au Copivac.

S.A.M.  
Libreville/Gabon

**A**LORS que piétine la campagne de vaccination contre le Covid-19 lancée en mars 2021, au regard du peu d'engouement qu'elle suscite auprès des populations. Au moment où l'on s'interroge ici et là sur la nouvelle stratégie de riposte, le gouvernement a décidé de donner un coup d'accélérateur en l'entraînant au niveau des administrations publiques et parapubliques.

Mardi, le Premier ministre Rose Christiane Ossouka Raponda a entamé, par la Primature, ce processus vaccinal des personnels des administrations publiques. "La vaccination reste à ce jour le moyen le plus efficace pour freiner la courbe des contaminations et nous aider à retrouver rapidement une vie normale.

C'est dans cet esprit, que j'ai procédé ce jour, à la Primature, au lancement de la campagne de vaccination itinérante contre la Covid-19 au sein des administrations publiques et parapubliques. Tous responsables. Tous mobilisés. Protégeons-nous. Vaccinons-nous. Pour nous, pour les autres", a expliqué la cheffe du gouvernement.

L'objectif des pouvoirs publics, en ciblant spécifiquement les agents de l'ad-

ministration publique et autres prestataires publics, est de renforcer le dispositif de vaccination face à la montée des nouvelles contaminations. En effet, les données du Comité de pilotage du plan de veille et de riposte contre l'épidémie à coronavirus (Copil), publiées le 5 octobre passé, indiquent que 410 nouveaux cas positifs, sur 8 163 tests réalisés, ont été enregistrés du 1er au 3 octobre dernier. Soit un taux de positivité de 5 %. Sur le plan de la prise en charge, 118 personnes hospitalisées dont 24 en réanimation pour détresse respiratoire, 101 nouvelles guérisons et 4 nouveaux décès dont 2 à Libreville, 1 à Bitam et 1 à Port Gentil.

Du 5 au 15 octobre, un programme de vaccination contre la Covid-19 aura lieu dans les différents départements ministériels. "Ce programme émane bien

**CONDENSÉ DE L'ALLÈGEMENT DES MESURES DE LUTTE CONTRE LA COVID-19**

- La durée de la validité des tests PCR passent de 14 jours uniquement pour les personnes circulant dans le Grand Libreville. Pour les voyages en provinces, la durée de validité des testés est de 5 jours.
- Les personnes totalement vaccinées sont exemptées de tests à compter du 14e jour après la 2e dose.
- Le couvre-feu est passé de 21 heures à 5 heures du matin depuis le samedi 29 mai dernier. Les personnes vaccinées ne sont pas assujetties au couvre-feu et peuvent donc circuler librement à condition de présenter la preuve de leur vaccination.
- Les rassemblements sont toujours limités à 30 personnes
- Les laissez-passer sont désormais un QRCode
- Les restaurants et les bars sont autorisés à ouvrir jusqu'à 20h30 sur présentation d'un test PCR négatif d'une validité de 14 jours ou de la présentation d'un carnet de vaccination.
- Les salles de sport et les salles de jeux sont désormais ouvertes, mais conditionnées à la présentation d'un test PCR négatif ou d'un carnet de vaccination.
- La mise en place de la quarantaine de 24 heures des passagers internationaux concernant ceux arrivant de l'étranger, gabonais y compris. Les voyageurs devront passer 24 heures dans un hôtel de la place en attendant les résultats du test PCR fait à leur arrivée. Cette mesure prendra effet à compter du 15 juin.
- Les mesures restrictives concernant les transports aériens, maritimes et routiers restent inchangées.

© O. MAIXANT MOUSSAYOU

du Comité national de vaccination et cadre parfaitement avec la note du Premier ministre Rose Christiane Ossouka Raponda qui appelle à l'exemplarité des différents responsables administratifs", avait déjà expliqué le ministère de la Santé.

Cette campagne, qui a commencé à la Primature va se poursuivre dans les autres administrations publiques. Elle devrait accroître la couverture vaccinale pour atteindre les objectifs assignés au

Copivac. "Par rapport à la cible prévue de 50 % de la population totale vaccinée, le taux de couverture vaccinale complète est de 8,22 %, celui de la première dose est de 11,06 %", annonce le Comité national de vaccination contre le Covid-19 (Copivac), le 4 octobre passé. On est donc bien loin des standards internationaux.

De plus, cette nouvelle publication évoque un fait passé inaperçu : seulement 23 838 femmes

## À quand la nouvelle stratégie de riposte ?

Jonas OSSOMBEY  
Libreville/Gabon

**D**E nombreux compatriotes ont vu en la sortie du chef de l'État la semaine dernière, sur la situation préoccupante de l'évolution de la pandémie à Covid-19 une aubaine pour le gouvernement de reprendre la main sur une troisième vague de contamination dont les contours semblent lui échapper totalement. Pourtant le constat du numéro un gabonais

était sans ambages.

Pour lui, le nombre de contaminations est en hausse, le risque de saturation est réel. D'où a-t-il exigé du gouvernement une stratégie plus appropriée à la situation épidémiologique inquiétante du moment. Depuis lors, silence radio du côté du gouvernement qui gère la riposte contre le Covid-19 dans notre pays. Faut-il croire que ses membres n'arrivent pas à mutualiser leurs efforts pour apporter une réponse adéquate

aux cris d'orfraie des populations et surtout à l'invite du président de la République appelant à un ajustement de l'actuelle stratégie ? Pour beaucoup, si la campagne de vaccination doit s'accélérer pour toucher un nombre plus élevé des Gabonais, celle-ci ne saurait constituer la panacée. Chacun se demandant s'il ne faille pas renforcer les mesures restrictives déjà en place, mais qui semblent s'essouffler au fur et à mesure que le Covid-19 gagne

du terrain. Non sans que les populations, lassées, ne mettent du leur dans le non-respect des mesures barrières que certains trouvent d'un poil, rébarbatives. Tout le monde, le chef de l'État en premier, a donc hâte que le gouvernement publie et mette sur pied la nouvelle stratégie globale de riposte contre le coronavirus qui ne cesse de faire des victimes dans notre pays. Laquelle stratégie devrait être mieux adaptée aux préoccupations de l'heure.



Photo : Ulrich MADOUJA MADOUJA

Photo : F. M. MOMBO / L'Union



## Vaccination : pourquoi ça piétine ?



Photo : DR/L'Union

GBM  
Libreville/Gabon

**L**ANCÉE le 23 mars 2021 par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, la campagne de vaccination contre le Covid-19 se poursuit dans les centres de santé publics intégrés peu à peu au plan de lutte contre cette pandémie mortelle. C'est le cas, par exemple, de celui du 2<sup>e</sup> arrondissement de la commune de Libreville où les premières doses du vaccin Sinopharm avaient commencé à être administrées, hier.

Si du côté du gouvernement des efforts sont déployés pour l'accès facile et rapide des populations aux différents vaccins (Sinopharm, Pfizer), il n'en demeure pas moins que sur le terrain plusieurs pesanteurs minent cette action. Des soignants estiment qu'ils ne disposent pas de toutes les informations pour rassurer correctement les populations désireuses de recevoir le sérum.

"Les questions qui nous sont le plus souvent posées tournent autour des effets secondaires, de l'efficacité, et du nombre de doses que chacun pense recevoir, ou encore du bien-fondé de la vaccination. Malheureusement, certains personnels médicaux ne parviennent pas à apporter des réponses adéquates, parce que souvent mal informés eux-mêmes sur la question", a indiqué, hier, un infirmier dans l'un des centres visités.

D'un autre côté, les "fake news" alimentent la désinformation, semant efficacement la crainte et la confusion au sein de la population. Comme fausses idées véhiculées, il y a, par exemple, les conséquences du vaccin sur la fertilité, la mort au bout de quelques années, la détérioration de l'état de santé, etc. Sans qu'aucune preuve convaincante ne soit apportée. Autant de polémiques qui accentuent la mauvaise perception de la vaccination. Le tout exacerbé par une timide communication en faveur de la vaccination. Ce qui devrait interpellé outre mesure le gouvernement...

Entre améliorer les connaissances du personnel médical et corriger la perception que se font les populations sur le vaccin contre le Covid-19, le gouvernement a du fil à retordre. Sans doute revoir sa stratégie de communication autour de ces produits vaccinaux.

contre 88 432 hommes sont vaccinées à ce jour. Soit trois fois moins que la gent masculine. C'est, de toute évidence, un phénomène qui a échappé au Copivac et au ministère de la Santé. Pour avoir un début de réponse sur cette réticence des femmes (qui touche aussi les hommes), il faut se référer à d'autres sources. Un peu partout sur le globe, elles indiquent qu'elles ont besoin de plus d'informations sur les vaccins, craignant des répercussions

négligentes sur leur santé, avant de se décider. C'est dire que le chemin est encore long. Comme pour le reste de la campagne nationale, il n'est pas question d'obliger les personnes, même fonctionnaires, à se faire vacciner. Le consentement éclairé étant toujours la norme. "Lors du passage des équipes du Copivac, il ne sera pas question d'obliger les uns et les autres à se faire vacciner. Il y aura des séances de sensibilisation et les gens auront

la possibilité de se faire vacciner ou pas. Ils auront aussi la possibilité de choisir le vaccin qu'ils préfèrent. Car l'un des objectifs est de leur faire comprendre comment fonctionne ce type de sérum et tout le bénéfice qu'ils peuvent en retirer", avait souligné le département de la Santé. Bon à savoir : dans le privé comme dans le public, la vaccination n'est toujours pas obligatoire mais fortement recommandée.